



TERMES DE REFERENCES

CARTOGRAPHIE ET ANALYSE DES PRATIQUES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DU SOUSS MASSA EN MATIERE DE CITOYENNETE, PROMOTION DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DES DROITS HUMAINS

PROJET	SOCIETE CIVILE ET DEMOCRATIE PARTICIPATIVE : POUR UNE IMPLICATION RENFORCEE AU DEBAT PUBLIC ET POLITIQUE DES ACTEURS ET ACTRICES DU SOUSS-MASSA (SCDP)
MISSION DE LA CONSULTATION	CARTOGRAPHIE ET ANALYSE DES PRATIQUES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DU SOUSS MASSA EN MATIERE DE CITOYENNETE, DE PROMOTION LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DES DROITS HUMAINS
ZONE INTERVENTION	REGION SOUSS MASSA
DUREE	DATE DE DEMARRAGE : 19 FEVRIER DATE DE FIN : 31 MARS
PERSONNES CONTACT	MOHAMED MANSOUR : COORDINATEUR DU PROJET mohamed.mansour@migdev.org OMAR ELJID : COORDINATEUR MAROC omar.eljid@migdev.org

Cofinancé par
l'Union européenne



PRESENTATION DE M&D

M&D est une association franco-marocaine, créée en 1986 par des migrants marocains pour mener des actions de développement dans leur région d'origine, l'Atlas et Anti-Atlas, frappée par une sécheresse depuis les années 70.

Avec l'appui d'experts bénévoles français, les premières actions ont porté sur les infrastructures: électrification décentralisée, retenues collinaires, écoles, dispensaires, eau potable etc. Progressivement, des programmes de développement ruraux intégrés ont été élaborés en participation avec les populations locales et les migrants. M&D est soutenu par des chercheurs, des bailleurs de fonds du Nord et les autorités locales et nationales marocaines.

Sa stratégie d'intervention se décline autour de 6 composantes : La gouvernance locale, l'environnement, l'économie sociale et solidaire, les droits de l'Homme et le développement local, et enfin, la capitalisation et la diffusion des approches d'intégration de la migration et développement dans la planification territoriale.

L'association a structuré une méthode d'intervention fondée sur trois principes d'action : (1) Une démarche participative impliquant les acteurs du territoire, afin de favoriser la mutualisation de compétences et savoir-faire ; (2) Un principe de solidarité et d'entraide ; (3) Un partenariat avec les autorités locales et les institutions.

CONTEXTE GLOBAL

Le contexte socio-politique au Maroc connaît de profonds mutations et changements, (notamment depuis l'expérience de l'Alternance) qui se sont accélérés avec la Constitution de 2011, confortant le rôle actif de la société civile et renforçant le processus de décentralisation. La Constitution a consacré l'adoption de la démocratie participative comme mécanisme favorisant l'implication des citoyens et citoyennes dans la gestion des affaires publiques.

Le cadre juridique et réglementaire, établi en application de la Constitution, prévoit dans plusieurs articles et textes (lois organiques des collectivités et décrets d'application) des mécanismes et outils de démocratie et de participation citoyenne (pétitions, motions, instances consultatives tel que le Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative, etc.) et qui rendent possible l'exercice de la participation des citoyens et citoyennes et de la société civile dans l'identification, la gestion, le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Ceci renforce le rôle naturel des Organisations de la Société Civile (OSC) au Maroc de contre-pouvoir, de force de proposition et de partenaires avec les institutions publiques.

La société civile dans la région Souss Massa, notamment dans le rural, se caractérise par sa forte implication dans le développement communautaire des zones les plus vulnérables. Elle a contribué à l'amélioration des conditions de vie de la population et au désenclavement des zones montagneuses sur la base d'une approche fondée sur la solidarité et basée sur les besoins des populations.

Toutefois, leur implication dans la promotion de la démocratie et la défense des Droits Humains reste limitée. Le constat actuel se fonde sur l'analyse de ces facteurs expliquant la situation au Maroc en général et dans la région Souss-Massa en particulier, à savoir :

- L'exercice de la démocratie participative se heurte à des contraintes en lien avec la faible prise de conscience, de la part des citoyens, des droits et devoirs qui leurs sont dévolus, du manque d'outils et méthodes pour le dialogue démocratique.
- La société civile joue difficilement son rôle de mobilisation, d'encadrement et d'accompagnement de la population pour contribuer aux politiques publiques de manière constructive, généralement par manque de connaissance du cadre réglementaire de l'action associative et publique. Elle est peu organisée et ne se structure pas en réseau.
- La jeunesse est confrontée à plusieurs handicaps à commencer par l'accès à l'emploi, mais aussi à l'information et aux espaces de dialogues. Les jeunes ont moins de chances d'accéder aux postes à responsabilités, vu leur précarité sociale et économique. De plus en plus les jeunes s'organisent en associations mais manquent de formation et d'expérience pour mieux se faire entendre.
- Les femmes, nouvellement invitées sur la scène politique, pâtissent particulièrement du manque d'expérience en politique et en gestion des affaires publiques. Par ailleurs, l'intégration du genre et de l'égalité femmes-hommes est peu présente chez les décideurs.
- En parallèle, les collectivités locales ont encore peu expérimenté les complémentarités possibles avec les autres acteurs locaux, notamment ceux de la société civile, et sont encore peu conscientes du devoir d'ouverture attribué par leur fonction, pourtant renforcé par les récentes réformes institutionnelles.
- Des plus les dynamiques associatives visant la promotion de la démocratie participative, restent limitées, particulièrement en milieu rural.

CADRE D'INTERVENTION

Au vu de ce contexte M&D met en œuvre le projet ***Société Civile et Démocratie Participative : pour une implication renforcée au débat public et politique des acteurs et actrices du Souss-Massa (SCDP)*** sur la période 2018-2020, en consortium avec le Forum des Initiatives des Jeunes (FIJ) et l'Association Femmes du Sud (AFS). Ce projet est soutenu financièrement par l'Union Européenne dans le cadre du *Programme d'Appui à la Société Civile au Maroc*. Il vise à contribuer au renforcement de la démocratie et du dialogue pluri-acteurs au Maroc.

Les résultats principaux attendus du projet sont :

R1 : Des OSC relais, y compris les organisations de femmes et de jeunes sont dotées d'outils pour une implication effective dans la gestion des affaires locales et de capacités pour diffuser les principes de la démocratie participative sur leurs territoires

R2 : Les principes de la concertation inter-acteurs et de la participation citoyenne sont diffusés et mis en pratique par les OSC relais auprès des acteurs locaux

R3 : Des outils de suivi et d'évaluation des politiques publiques et des mécanismes de démocratie participative sont mis en place et diffusés à l'échelle régionale

Dans le cadre de l'objectif spécifique « *Renforcer l'implication et la participation de la société civile, dont les jeunes et les femmes, au débat public et politique dans la région Souss-Massa* » et du résultat 1 « *Des OSC relais, y compris les organisations de femmes et de jeunes sont dotées d'outils pour une implication effective dans la gestion des affaires locales et de capacités pour*

diffuser les principes de la démocratie participative sur leurs territoires », M&D et ses partenaires ont prévu, la réalisation d'un état des lieux et d'une analyse rigoureuse, au démarrage du projet, des pratiques des associations en matière de promotion de la démocratie, la citoyenneté et les droits de l'Homme dans la région de Souss Massa.

OBJET DE L'ETUDE

L'étude consiste à faire un état des lieux des associations actives dans le domaine de **la promotion de la démocratie, la citoyenneté et les Droits Humains** (cartographie des associations par province/préfecture), et d'identifier leurs pratiques en termes d'actions de développement démocratique, les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus. Sur base de cet état des lieux, devront être identifiées les besoins, difficultés, forces et faiblesses des associations existantes. Il s'agira plus particulièrement d'analyser en quoi les pratiques des OSC ont évolué avec le changement du cadre juridique et réglementaire et en comment ont évolué leurs pratiques au regard des mécanismes et outils mis en œuvre au niveau territorial.

L'étude servira également à cerner les pratiques courantes en matière de participation citoyenne exercées par les autres acteurs territoriaux. Il s'agira dans ce sens, d'étudier les mécanismes permettant d'assurer des liens entre les différents échelons territoriaux et d'identifier les mécanismes permettant une intégration des acteurs locaux en matière de gouvernance et démocratie participative.

Enfin, l'étude, menée selon une démarche participative, permettra d'orienter le projet en partant d'une analyse des OSC et de leurs besoins. Elle facilitera notamment l'identification des OSC relais, qui seront formées et accompagnées dans le cadre du projet, et de déterminer une situation de référence pour mesurer et évaluer le degré d'atteinte des résultats de l'action.

OBJECTIFS DE L'ETUDE :

1. Cartographier (mapping) par province/préfecture les OSC de la région Souss Massa, œuvrant dans le domaine de la promotion de la citoyenneté, de la démocratie et des Droits Humains. La cartographie devra différencier le type d'OSC et l'environnement de leurs interventions en tenant compte des spécificités caractérisant les milieux rural/urbain/péri-urbain.
2. Identifier les évolutions récentes et les pratiques courantes des OSC de la région Souss Massa en matière de participation citoyenne, ainsi que les programmes et outils existants y afférents.
3. Analyser les forces et faiblesses de ces pratiques et mettre en valeur les principaux facteurs et opportunités favorisant leur développement et émancipation.
4. Proposer à partir de l'état des lieux, une situation de référence, en définissant des indicateurs pouvant aider la mesure du degré d'atteinte des résultats du projet.
5. Développer le plan de formation et faire des recommandations et pistes de réflexions pouvant guider et appuyer la mise en œuvre des interventions et activités du projet.

Il pourrait être utile de prendre connaissance des autres projets financés par l'UE sous le Programme d'appui à la société civile qui répondent à des objectifs similaires afin de tenir compte des indicateurs de résultats des autres projets et de ce contexte pour la formulation des recommandations/pistes de réflexion plus globales.

LIVRABLES

1. Un rapport comprenant :
 - Un répertoire des associations actives dans le domaine de la promotion de la citoyenneté, la démocratie et les Droits Humains dans la région Souss Massa, avec une analyse de leurs points forts et faibles, est réalisée, en tenant compte des spécificités propres à chacune : thématiques d'intervention, milieu de localisation rural/urbain, types de bénéficiaires.
 - Un état des lieux sur les évolutions et les pratiques courantes de la démocratie participative, mettant en exergue les conditions favorables à une meilleure implication des acteurs locaux dans le domaine du développement démocratique (notamment en lien avec le nouveau cadre juridique et réglementaire, les cadres de concertations mis en place).
2. Un plan de formation des OSC relais précisant les modules de formation pour surmonter les faiblesses systémiques, organisationnelles, d'expertise et contribuer à surmonter les contraintes identifiées, ainsi que des recommandations générales pouvant guider la mise en œuvre du projet.
3. Une matrice constituant la situation de base pour le projet, comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour mesurer les impacts/effets/changements auxquelles les actions du projet pourront avoir contribué.
4. Une grille de critères pouvant faciliter le choix des OSC à cibler par le projet.

LIEUX ET CALENDRIER DE LA MISSION

La mission se déroulera sur toute la région Souss Massa, en l'occurrence les préfectures d'Agadir Ida-Outanane et Inezgane-Ait Melloul, ainsi que les provinces de Chtouka-Ait Baha, Taroudant, Tata et Tiznit.

La mission se déroulera entre le 19 février et 31 mars 2018 et devra inclure une présence au séminaire régional, pour restituer les premiers résultats de la mission de l'étude, qui devrait avoir lieu autour du 15 mars 2018 à Agadir.

Le calendrier indicatif ci-dessous de la mission devra être revu, précisé et intégré à la proposition du prestataire.

Missions et tâches	Période
Réunion de cadrage pour l'affinage de la méthodologie ; partage et validation des outils	19 février
Missions de terrain	20 février au 14 mars
Point de suivi avec l'équipe de projet (rapport de la 1 ^{er} phase de mission)	13 mars
Restitution collective des premiers résultats de l'étude lors d'un séminaire régional avec les différentes parties prenantes	Autour du 15 mars (à Agadir)

Suite mission de collecte de données	16 au 26 mars
Rapport final sur les bases de recommandations des participants au séminaire	28 mars
Réunion de partage des résultats de l'étude et des recommandations avec l'équipe de projet	30 mars

CANDIDATURE ET SOUMISSION

A. DOSSIER DE SOUMISSION

- Une note méthodologique précisant la démarche et les outils de collecte des données et le planning détaillé.
- Une offre financière détaillée.
- Les CV et références du (des) consultant(s) proposé(s).

B. PROFIL(S) RECHERCHE(S)

Cette consultation s'adresse aux bureaux d'études. L'équipe devra répondre aux critères suivants :

- Etre titulaires d'un diplôme d'études supérieures niveau Bac +5 dans le domaine des sciences sociales.
- Connaissances des politiques publiques, les nouvelles prérogatives constitutionnelles, les lois organiques concernant la démocratie participative et la participation citoyenne notamment des jeunes et des femmes au Maroc.
- Expérience prouvée dans la réalisation des études et diagnostics participatifs ainsi qu'une bonne maîtrise des méthodes d'enquêtes qualitatives et quantitatives et de traitement des données.
- Connaissance parfaite du milieu associatif au Maroc, du milieu du développement et de la participation politique, notamment dans la région Souss Massa.
- Maîtrise de l'arabe, de l'amazigh et du français.

C. DEPOT DES OFFRES

Les bureaux d'études intéressés par cette consultation sont priés(e)s d'envoyer leur dossier avant le 13 février 2018 aux adresses suivants :

- mohamed.mansour@migdev.org
- omar.eljid@migdev.org